



**Déclaration liminaire de la FSU  
au CHSCT Départemental  
du 15 novembre 2019**

Monsieur le président du CHSCT Départemental,

Les mobilisations qui ont suivi l'acte de Christine Renon ont révélé une légitime colère face à des conditions de travail de plus en plus dégradées des directeurs et directrices d'école. Dans le prolongement des revendications qu'elle porte depuis le nombreuses années, la FSU a rappelé au ministre la nécessité de mettre en œuvre 15 mesures immédiates pour la direction d'école. Elle prend toute sa place dans les concertations qu'engage le ministère en rappelant la dimension collective du fonctionnement de l'école. La FSU invite tous les personnels à s'exprimer aussi bien à travers le questionnaire que lors des réunions institutionnelles pour y porter la réalité de leur vécu. Mais elle sera vigilante à ce que ni le questionnaire ministériel adressé aux 45 000 directeurs et directrices ni les réunions au niveau des circonscriptions ne soient des prétextes à différer des annonces concrètes pour améliorer la direction et le fonctionnement de l'école et à ouvrir la voie à un statut de directeur et directrice auquel elle est opposée. La FSU dénonce l'absence de marges budgétaires pour répondre aux urgences et aux mesures sur le long terme. Elle ne se satisfait pas des premières mesures annoncées et exige la hausse du temps de décharge et la création d'aides pérennes à la direction et au fonctionnement de l'école.